

L'hon. M. ROBB: Bien, monsieur Irvine, si je comprends bien M. Woodsworth, il croit que les banques auraient pu empêcher l'inflation durant cette période où il y eut inflation, vu le haut prix des marchandises et la demande au sujet de ces marchandises. Non seulement les vrais producteurs, les cultivateurs, mais aussi les industriels travaillaient en surplus pour produire ces marchandises. Si l'argumentation de M. Woodsworth est juste, les banques auraient pu empêcher la hausse des salaires qui a prévalu dans le temps. Chacun admettra que le prix de la main-d'œuvre a fait un bond de deux à sept dollars par jour. Veut-on prétendre ici que les banques devraient empêcher le prix de la main-d'œuvre de monter.

M. IRVINE: Oh! il ne s'agit pas de cela, monsieur.

L'hon. M. ROBB: N'est-ce pas une déduction juste?

M. IRVINE: Nous ne parlons pas du prix de la main-d'œuvre, mais de la valeur de la piastre, du pouvoir d'achat de la piastre. Il ne s'agit pas de savoir la quantité de piastres que l'ouvrier reçoit, mais combien il peut acheter de marchandises.

L'hon. M. ROBB: Le prix des marchandises est affecté par le prix de la main-d'œuvre.

M. IRVINE: Par inflation, nous voulons dire que si vous avez plus d'argent que vous avez de marchandises sur le marché, vous avilissez les marchandises; vu la destruction provenant de la guerre, lorsque vous avez augmenté le crédit pour produire des marchandises, vous avez laissé le crédit à découvert, et il y eut nécessairement inflation. Je ne blâme pas les banques pour cela. Il n'y avait dans le temps aucun autre système, aucun autre recours. Personne n'a pensé à un autre moyen, et il est inutile de revenir sur ces faits. Ce que nous cherchons, c'est de prévenir tout changement possible à l'avenir dans la relations entre le montant d'argent disponible dans les établissements de crédit et le prix de la piastre. Est-il possible de contrôler ces changements? C'est là le point à élucider. L'Association des banquiers nous dit qu'il est impossible d'avoir un contrôle quelconque sur les prix.

Le TÉMOIN: Monsieur Irvine, je n'ai pas dit que cela était impossible.

*M. Irvine:*

Q. Vous avez cité M. Mellon sur ce point?—R. J'ai dit qu'il n'était pas possible de contrôler cette situation particulière née de la guerre.

Q. Nous ne pouvons pas contrôler cela maintenant. Si c'est ce que vous avez voulu dire, j'abonde dans votre sens. Mais d'après ce que j'ai compris, vous avez voulu dire que cette situation revient de temps à autre, ce qui est vrai, mais pourquoi ne chercherions-nous pas à l'empêcher de revenir? Il s'agit d'essayer de savoir s'il y a a quelque moyen d'empêcher ce retour périodique, non pas par quelque moyen extravagant, mais par un moyen intelligent. L'Association des banquiers, croyons-nous, pourrait le faire, et si elle veut nous aider, c'est tout ce que nous demandons. Mais si elle dit qu'elle ne le peut pas, il nous faudra trouver quelqu'un qui puisse en venir à bout.

*M. Spencer:*

Q. J'aurais quelques questions à poser au témoin, monsieur le président. Monsieur Phipps, je crois savoir que vous êtes le gérant général de la banque Impériale du Canada?—R. Oui.

Q. Et le président de l'Association des banquiers?—R. Oui.

L'hon. M. STEVENS: On ne vous entend pas, monsieur Spencer.

*M. Spencer:*

Q. Je comprends aussi, monsieur Phipps, que vous êtes un économiste?—R. Eh bien! dans un certain sens, je suis économiste. Je suis un banquier pra-

[M. Albert E. Phipps.]